

**17 avril 2007**

## **11<sup>ème</sup> journée internationale des luttes paysannes**

En 1996, le 17 avril a été déclaré « journée internationale des luttes paysannes » par La Via Campesina. Depuis 2001, le syndicat paysan Uniterre, membre suisse de La Via Campesina, célèbre cette journée. Notre action 2007 coïncide avec une prise de conscience de nos autorités, feinte ou sérieuse, de la crise climatique.

### **La planète chauffe !**

#### **La souveraineté alimentaire est « à point » !**

*Il est grand temps de choisir son menu !*

- au vu des politiques agricoles mises en place tant sur le plan national qu'international,
- au vu de la composition des étalages des supermarchés et des paniers des consommateurs, les paysans suisses constatent que les produits alimentaires qui se vendent, et qui sont favorisés par les choix politiques du Parlement, sont des aliments qui ont parcouru un nombre élevé de kilomètres.

Les agriculteurs suisses, avec leur production de proximité, veulent donc suivre la tendance et ont donc **décidé d'ajouter à leur production de proximité des « kilomètres de transport inutiles »**, avec toutes les conséquences que cela implique.

- Nous voulons suivre le mouvement et aussi tourner en rond ! Une fois ces kilomètres inutiles parcourus, nous pourrions certainement vendre nos marchandises, car elles auront une vraie valeur ajoutée !
- Mais alors les prix ? Quels prix pour ces produits qui tournent en rond ? Des prix cassés évidemment ! Le coût de cette absurdité est de toute manière reporté sur la collectivité, et sur les générations futures.

#### **Nos denrées alimentaires transpirent le pétrole**

1 botte d'**asperges** du Mexique importée par avion (11'800km) et achetée en février nécessite 5 litres de pétrole. 1 botte d'asperges de Genève achetée en mai, nécessite 0.3 litre de pétrole.

1 kg de **fraises** d'Israël, importée par avion (2'870km), achetée en mars, nécessite 4,9 litres de pétrole. 1 kg de fraises de Genève, acheté en juin nécessite 0.2 litre de pétrole.

1 kg d'**agneau** de Nouvelle Zélande (~19'000 km) nécessite 6,1 litres de pétrole, 1kg d'agneau genevois nécessite 1,3 litres de pétrole.

1kg d'**haricots frais** importés par avion d'Egypte (2'800 km) nécessite 1.2 litre de pétrole. 1kg d'haricots suisses frais nécessite 0,1 litre de pétrole.

Source WWF

**La souveraineté alimentaire** désigne le **DROIT des populations, de leurs Etats ou Unions à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping vis à vis des pays tiers. Elle inclut :**

**La priorité donnée à la production agricole locale** pour nourrir la population, l'accès des paysan(ne)s et des sans-terres, à la terre, à l'eau, aux semences et au crédit. D'où la nécessité de réformes agraires, de la lutte contre les OGM pour le libre accès aux semences et de garder l'eau comme un bien public à répartir durablement.

**Le droit des paysan(ne)s à produire des aliments et le droit des consommateurs à pouvoir décider ce qu'ils veulent consommer** et par qui et comment l'aliment est produit. - Le droit des Etats à se protéger des importations agricoles et alimentaires à trop bas prix.

**Des prix agricoles liés aux coûts de production.** C'est possible à condition que les Etats ou les Unions aient le droit de taxer les importations à trop bas prix, et s'engagent pour une production paysanne durable et maîtrisent la production sur le marché intérieur pour éviter des excédents structurels.

**La participation des populations** aux choix des politiques agricoles.

**La reconnaissance des droits des paysannes**, qui jouent un rôle majeur dans la production agricole et l'alimentation.

**La situation est sérieuse, la question du maintien d'une production agricole durable alliant production et écologie doit être posée...**

- vu la direction prise par la nouvelle politique agricole fédérale PA 2011, qui met en place les outils nécessaires à l'élimination de 30'000 agriculteurs et à la disparition des structures paysannes de production en faveur d'une restructuration productiviste et une industrialisation rampante. *Que cette orientation soit en totale contradiction, tant sur le plan social qu'écologique, avec l'objectif constitutionnel du maintien d'une agriculture durable dans notre pays, ne semble pas gêner nos politiques,*
- vu l'organisation d'un dumping systématique au seul bénéfice des grandes entreprises de distribution et de l'industrie agro-alimentaire dans un secteur stratégique générant des bénéfiques records (voir par ex. les bilans Migros, Nestlé, Syngenta, pour ne citer que ceux-là),
- vu que la faim au niveau international continue d'être un fléau qui touche 800 millions de personnes, dont plus des ¾ sont des paysans,
- vu que les ressources vitales en matières premières tels que l'eau et la terre sont menacées et que nous devons les préserver,
- vu que notre empreinte écologique est largement négative, en raison notamment du gaspillage d'énergies fossiles aux réserves pourtant limitées, avec les conséquences graves que cela implique,

**...il faudrait enfin ouvrir les yeux et voir qu'une alternative existe, elle est économique, et elle favorise la création de richesses de manière durable et équitable...**

- Le marché doit s'acquitter de sa tâche et payer des prix permettant aux producteurs suisses de travailler dans des conditions de travail qui soient considérées comme normales dans notre société. Les coûts de production doivent être la base sur laquelle les prix aux producteurs sont déterminés ; la fluctuation de l'offre et la demande sur un marché mondial biaisé, qui se base sur 10% de surplus pour calculer les prix, ne doit pas être la référence.
- La concentration à l'extrême de la distribution (et d'une part de la transformation) qui regroupe, dans la main de deux grands distributeurs, plus de 75% du flux des marchandises, taux unique en Europe, doit cesser. De cette manière le maintien de la capacité productive peut être garantie à terme à tous les maillons de la chaîne alimentaire. Nous voulons des filières agro-alimentaires vivantes et durables ! L'Etat et les politiques agricoles doivent fixer les conditions cadres permettant de rééquilibrer le marché des productions alimentaires en faveur des producteurs. Cela implique le maintien ou la restauration de mesures de protection contre des importations frauduleuses, contre le dumping social et écologique. Le commerce doit suivre des règles, sinon il finit par équivaloir à une simple barbarie.
- **C'est en appliquant et en exerçant enfin le principe du droit à la souveraineté alimentaire que la Suisse sera parmi les pays pionniers à donner une réorientation réellement moderne à notre politique agricole.**

**Quelques notions de prix (2006)**

**Lait** : Coûts production 1.10.-/kg. Prix producteur : ~0.71 cts/kg. Prix consommateur : 1.50.-/l

**Porc** : Prix producteur (porc AQ) :3.85.-/kg Prix au consommateur (ragoût) 19.55.-/kg

**Bœuf** : Prix producteur (taureaux) : 8.42.-/kg Prix consommateur (rôti) 32.98.-/kg

**Blé** : Prix producteur : 0.54.-/kg Prix au consommateur 3.56.-/kg

**Pomme de terre** : Prix au producteur 0.51.-/kg Prix au consommateur 2.31.-/kg

**Pommes** : Prix au producteur : 1.02.-/kg Prix au consommateur : 4.02.-/kg

**Laitue pommée** : Prix producteur : 1.11.-/kg Prix au consommateur : 2.03.-/kg

Source USP

**Programme du mardi 17 avril 2007 à Genève**

**De 11h-12** : plaine de Plainpalais, défilé de tracteurs avalant les kilomètres inutiles. **A 11h30** : conférence de presse, Plainpalais, marché aux légumes (stand Uniterre sur la Plaine, face au rond point de Plainpalais). **12h00** : apéro avec des produits locaux.

**Contacts presse** : Rudi Berli : 078 707 78 83, r.berli@uniterre.ch - Uniterre Genève

**Secrétariat Uniterre**, Av. du Grammont 9, 1007 Lausanne, Tél : 021 601 74 67, Fax : 021 617 51 75, [info@uniterre.ch](mailto:info@uniterre.ch), [www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch)